La dette des agriculteurs passée au crible

Le cas de deux villages du nord-est de la Thaïlande

Farmers' debt under scrutiny: The case of two villages in northeast Thailand

Bernard Formoso

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesrurales/15077>

DOI : 10.4000/etudesrurales.15077

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2018

Pagination : 140-157

ISBN : 978-2-7132-2748-6

Référence électronique

Bernard Formoso, « La dette des agriculteurs passée au crible », *Études rurales* [En ligne], 202 | 2018, mis en ligne le 01 juillet 2020, consulté le 06 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/15077> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.15077>

Agriculteur sur une moissonneuse-batteuse à Ban Amphawan (2014). Photo : B. Formoso.

Varia

La dette des agriculteurs passée au crible

Le cas de deux villages du nord-est de la Thaïlande

L'impact de l'endettement sur le revenu des ménages est souvent un point aveugle de l'étude des économies domestiques du fait de la pudeur qui entoure le recours au crédit dans la plupart des sociétés. Le constat vaut notamment pour les agriculteurs. Comme l'observent Parla Off et Joseph Stylite [1990 : 235], ce déficit d'informations aboutit à une compréhension très imparfaite des modes de fonctionnement des marchés ruraux du crédit de la part des gouvernements, des agences d'aide internationale et même des bailleurs de fonds locaux. Les agriculteurs thaïlandais font pourtant exception. D'après mon expérience, ils déclarent sans réticence les montants et les modalités de leurs emprunts. Une telle transparence, notoire chez les petits exploitants qui travaillent moins de 3 hectares et constituent 64 % des agriculteurs du royaume¹, peut être mise en relation avec leur changement récent de statut bancaire. En effet, après des décennies de fortes restrictions imposées par les organismes de prêt officiels, les agriculteurs thaïlandais ont profité à partir des années 1980 d'une politique favorable d'accès au crédit institutionnel, grâce à la Banque pour l'agriculture et les coopératives agricoles (Baca) créée en 1966. Ces facilités inédites d'emprunt offertes en renforcement d'une révolution verte enclenchée dès 1962 et dont les visées explicites étaient la mécanisation, l'accroissement des rendements et la diversification culturale, donnèrent aux agriculteurs le sentiment qu'ils étaient devenus des acteurs économiques à part entière, reconnus par les autorités non seulement pour leur capacité à produire, mais aussi à consommer². Dans ce contexte, emprunter des sommes importantes devint motif à fierté en même

1. Voir *Agricultural Census whole Kingdom*, 2013, National Statistical Office (NSO), Bangkok.

2. Selon les données de la Banque centrale de Thaïlande, le volume des emprunts agricoles pour l'ensemble du royaume est passé de 4,3 milliards de bahts en 1975 à 60,3 milliards en 1986 et à 94,5 milliards en 2012 (<<https://www.bot.or.th/English/Statistics/Pages/default.aspx>>).

temps qu'une voie d'accès privilégiée aux pratiques consuméristes des classes moyennes urbaines, ceci dans le cadre d'un mouvement de « cosmopolitisation de la paysannerie » [Keyes 2014 : 182].

Le virage fiscal qu'accomplit graduellement le gouvernement thaïlandais à partir des années 1990 incita aussi les agriculteurs à considérer le crédit comme un moyen « naturel » d'investissement. En effet, au tournant du xxi^e siècle une politique de subventionnement se substitua à celle d'extraction fiscale dont l'agriculture faisait l'objet jusqu'alors (avec la taxation du riz à l'export notamment) [Walker 2012 : 9]. Le point d'orgue de cette nouvelle politique fut en 2001 l'attribution d'un million de bahts (environ 28 000 €) à chacun des 79 944 villages du royaume par le gouvernement fraîchement élu du populiste Thaksin Shinawatra, afin que cette somme serve de capital de départ à des associations communautaires de micro-crédit. Bien que le programme ait connu des fortunes diverses selon les localités, il contribua à la banalisation du recours à l'emprunt en zone rurale.

Dans les pages qui suivent je traiterai de l'impact du crédit sur les revenus des ménages agricoles à l'étude de deux villages du Nord-Est. Outre le poids de la dette sur l'économie domestique selon le niveau de revenus, je prendrai en compte un certain nombre de variables comme les montants empruntés, les sources de prêt, les taux d'intérêt pratiqués, les modalités de remboursement et l'affectation des crédits souscrits. Le choix du Nord-Est est justifié par le fait qu'il est la plus importante région agricole du royaume, regroupant, en 2013, 46,4 % de ses exploitations³. Les deux villages sélectionnés offrent, en outre, une grande profondeur historique à l'analyse. En effet, ils firent l'objet d'une première étude socioéconomique détaillée en 1969 par le Chulalongkorn University Social Research Institute [Pongsapich 1976], puis d'une deuxième enquête de même nature en 1984-1985 réalisée par un consortium de recherches franco-thaïlandais associant le CNRS/Cedrasemi⁴ et l'Université Mahidol [Formoso 1997]. Enfin, en 2014, j'ai réalisé un troisième volet d'enquêtes socio-économiques auprès de l'ensemble des maisonnées des deux localités, sur la base d'un protocole d'entretiens qui visait à préciser leur système d'activités, le montant et la structure de leurs revenus, ainsi que leurs coûts de production et leur niveau d'endettement.

Grâce à ces trois études échelonnées sur 45 ans, on dispose d'une perspective diachronique unique pour saisir les changements que la paysannerie thaïlandaise a vécus pendant et après une révolution verte brutalement interrompue par la crise financière de 1997. D'autant que les deux villages représentent les deux grands types d'agrosystèmes rizicoles thaïlandais. L'un – Ban Han – est entièrement tributaire des pluies tropicales pour l'approvisionnement en eau de ses cultures, alors que l'autre – Ban

3. Voir *Agricultural Census whole Kingdom...*

4. Centre de documentation et de recherches sur l'Asie du Sud-Est et le monde insulindien.

Amphawan – s’inscrit dans un périmètre irrigué, celui de Nong Wai, qui est pleinement opérationnel depuis 1981 et est alimenté par le barrage d’Ubon Ratana. Par ailleurs, le choix initial de ces villages fut en partie motivé par leur démographie contrastée, qui était susceptible d’inférer leur cohésion sociale. En effet, avec 514 habitants pour 79 maisonnées, Ban Amphawan était en 1969 de taille deux fois moindre que Ban Han avec ses 927 habitants pour 144 maisonnées. Même si depuis la population des deux villages a faiblement progressé, voire régressé (711 habitants pour 184 maisonnées dans le cas de Ban Amphawan et 898 habitants pour 267 maisonnées à Ban Han en 2014), l’accroissement des cellules familiales devenues majoritairement mononucléaires a conduit en 2009 les autorités à diviser la plus grande localité en deux nouvelles entités administratives prises en compte dans la présente étude : Ban Han (198 maisonnées, 685 hab.) et Ban Han noi (« petit Ban Han » ; 69 maisonnées, 213 hab.). Enfin, la comparaison des deux localités présentait un intérêt spécifique au regard de l’inégale distance les séparant de Khon Kaen, le chef-lieu de la province éponyme qui est aussi le principal pôle urbain et vivier d’emplois du Nord-Est. Localisé à seulement douze kilomètres de la cité, Ban Amphawan est un village périurbain dont l’économie est fortement impactée par ce statut, alors que Ban Han, situé à 73 kilomètres de la grande ville, profite peu de ses opportunités d’emplois.

Avant d’analyser les modalités du recours au crédit et son impact sur les revenus domestiques, il convient de fournir des informations clefs sur l’évolution économique de ces villages au cours des dernières décennies, tout en replaçant ces changements dans le contexte plus général des mutations que la paysannerie thaïlandaise a vécues au cours de la période.

Recul de l’agriculture, exode rural et intégration dans l’économie de marché

Depuis la fin des années 1990 la paysannerie thaïlandaise suit un processus continu de désengagement de l’agriculture résultant de la conjonction de plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci les plus notables sont l’hyper-fragmentation du foncier due à la répartition égalitaire des terres entre descendants, le renchérissement des coûts de production, ou encore les nouvelles opportunités d’emplois offertes par l’essor des services et de l’activité industrielle. Le phénomène a été observé par d’autres chercheurs dans les diverses régions du royaume [Rigg 2005 ; Walker *op. cit.* ; Keyes *op. cit.* ; Podhisita 2017]. Il a joué à des degrés divers à Ban Amphawan et à Ban Han. Alors qu’en 1969 comme en 1984 l’agriculture était l’activité principale de plus de 80 % de la main-d’œuvre des deux villages et la première source de revenus d’une proportion équivalente de maisonnées, le taux de travailleurs exclusivement engagés dans ce secteur est tombé à 37,5 % à Ban Amphawan et à 60 % à Ban Han en 2014.

Dans le village périurbain, seules 3,9 % des maisonnées obtenaient à cette date l'intégralité de leurs revenus de l'agriculture, contre 12,1 % dans l'autre localité. Plus significativement, en 2014, 87,5 % des maisonnées de Ban Amphawan et 65,4 % de celles de Ban Han tiraient une part dominante de leurs revenus d'activités non agricoles et/ou de sommes envoyées par des parents travaillant à l'extérieur.

Certes, la plupart des maisonnées des deux villages maintiennent une activité agricole. Cependant les bénéfices tirés de la riziculture sont en net déclin en dépit du temps de travail substantiel qui lui est dévolu. Si les exploitants ont dès le début des années 2000 substitué le semis direct au repiquage très dispendieux en temps, ils ont dû mécaniser la préparation des champs et la moisson pour compenser l'hémorragie de main-d'œuvre que l'exode des jeunes avait provoquée. D'où un renchérissement des coûts de production dans un contexte de baisse des cours du riz consécutif au retour de l'Inde sur le marché mondial en 2012. Questionnés sur le sens du maintien d'une si peu profitable activité, des villageois expliquaient que cela leur évitait d'acheter du riz de moindre qualité et plus cher pour leur consommation. D'autres ajoutaient que la culture du paddy faisait partie intégrante de leurs « traditions », une affirmation qu'accrédite la fonction de moyen d'échange privilégié avec les ancêtres, les divinités et les bonzes que la céréale continue d'assumer dans le cadre des activités religieuses. Dans cette optique, offrir aux entités de l'au-delà du riz acheté ou que l'on a produit soi-même ne revêt pas du tout la même portée symbolique.

En réponse aux incitations gouvernementales, les agriculteurs ont diversifié leur système cultural dès les années 1960. Si au départ les habitants de Ban Han avaient privilégié la culture commerciale du jute et du manioc, ils se sont ensuite massivement tournés vers la canne à sucre, profitant de l'implantation en 1988 d'une raffinerie sucrière dans un district voisin. Cependant, cette culture de rapport profite surtout à la minorité d'exploitants (moins de 10 %) qui dispose d'assez de terres pour signer des contrats avec la raffinerie. Les autres passent nécessairement par la médiation des premiers pour entrer dans les quotas et commercialiser leur production, ce qui réduit significativement leurs bénéfices. De plus, ils sont tributaires du crédit pour acheter les intrants et forer les puits artésiens nécessaires à cette culture, tandis que les contractants profitent de l'aide de la raffinerie pour faire face à de tels coûts. De leur côté, les agriculteurs de Ban Amphawan avaient dans les années 1980 tiré parti du système d'irrigation pour pratiquer la culture intensive de fruits et légumes qu'ils écoulaient au marché de Khon Kaen. Depuis 2004, cependant, ils privilégient les cultures de lotus et d'autres fleurs, suite à la création dans le voisinage d'un marché provincial dédié à ces produits. De plus, certaines maisonnées ajoutent à leurs cultures florales la confection artisanale de couronnes décoratives et de guirlandes odoriférantes afin d'accroître leurs profits.

Logiquement, la proportion de foyers dont les principaux revenus proviennent d'activités non agricoles est plus élevée dans le village proche de Khon Kaen, une cité de 150 000 habitants *intra-muros* qui offre de nombreuses opportunités d'emploi, de commerce et de services. Le fait que 42 % de la population active non liée à l'agriculture de Ban Amphawan travaillent à Khon Kaen témoigne du grand pouvoir d'attraction qu'exerce cette ville sur les communautés rurales des alentours. Pour sa part, Ban Han profite marginalement de ce pôle d'activités, puisque seulement 10,5 % de sa main-d'œuvre non agricole gagnent leur vie dans la province de Khon Kaen. Dans cette dernière localité l'émigration de la force de travail vers d'autres provinces, régions et même à l'étranger concerne 80 % des emplois non agricoles. Les effets de ce taux d'émigration élevé sur les structures démographiques, sociale et économique du village sont considérables. Entre 1984 et 2014, Ban Han a perdu 22 % de ses résidents (contre 8 % à Amphawan). Dans l'intervalle, la part de ses habitants âgés de 20 à 44 ans est passée de 39 à 23 % alors qu'elle restait stable à Ban Amphawan (31 % contre 30,1 % en 1984). Contrecoup de cette baisse, mais aussi des progrès de l'espérance de vie, le taux de personnes âgées de plus de 65 ans représente désormais 14,6 % du total de la population à Ban Han (12,9 % à Amphawan).

Les structures familiales au sein de la paysannerie thaïlandaise sont désormais confrontées à un processus de « désagrégation spatiale » [Keyes *op. cit.* : 5], résultant pour partie de l'exode rural, mais aussi d'un accès plus rapide des jeunes couples à l'autonomie résidentielle en rapport avec les possibilités d'émancipation qu'offre l'emploi salarié. Ce processus a eu pour effet une réduction du nombre de familles polynucléaires dans les deux villages, lesquelles représentaient 40 % des cellules familiales en 1984 et entre 18 à 20 % en 2014. Il a aussi engendré le fait que des personnes ou des couples âgés vivent seuls. Si cette configuration sociale n'existait pas dans les années 1980, elle représente, en 2014, 16,5 % des maisonnées de Ban Han et 5,4 % à Ban Amphawan. L'émigration d'une part des actifs pour des destinations lointaines a aussi entraîné l'émergence d'un nouveau profil d'unités familiales, que certains auteurs anglo-saxons qualifient de *skipped generation households* [Yuko et Rambo 2017 : 279], et qui se composent de grands-parents et de petits-enfants à l'exclusion de la génération intermédiaire. Les maisonnées de ce dernier type sont logiquement plus nombreuses à Ban Han où elles comptent pour 25,5 % des maisonnées (contre 7,6 % à Amphawan).

Le processus de désagrégation spatiale n'a qu'exceptionnellement entraîné un relâchement de l'entraide entre proches parents et de l'attachement des migrants à leur communauté d'origine. Ces derniers visitent leur famille dès qu'ils le peuvent, participent aux principales fêtes locales et surtout envoient des subsides aux parents âgés restés au village. Ce soutien matériel joue un rôle très important dans l'économie de Ban Han, puisque 53,2 % des maisonnées de cette localité reçoivent plus ou moins régulièrement de l'argent des

parents émigrés et que 23,2 % d'entre elles tirent plus de la moitié de leurs revenus de cette aide (contre 5,4 % à Amphawan).

Dans les deux villages l'extension des activités non agricoles et leur diversification sont allées de pair. Outre la fonction publique qui emploie 15,5 % des actifs de Ban Amphawan et 5,9 % de ceux de Ban Han, l'administration des Conseils de sous-district en salarie d'autres depuis la création de cette instance en 1994. L'université et les divers hôpitaux de Khon Kaen offrent aussi aux habitants de Ban Amphawan des postes de secrétaires, d'aides-médicales, de personnels d'entretien et de chauffeurs. Les secteurs manufacturiers et de la construction emploient, de leur côté, 13,2 % des actifs de Ban Amphawan et 9 % de ceux Ban Han. Enfin, les activités de commerce, de service et d'artisanat, comme autoentrepreneur ou employé, à titre principal ou secondaire, intéressent entre 61,5 % et 48,1 % des actifs. Le nombre de commerces, d'étals de restauration et d'ateliers de réparation de véhicules à moteur a plus que doublé dans les deux villages en l'espace de trente ans. Ban Han, la localité la plus excentrée, accueille désormais un marché hebdomadaire qui vend des fruits et légumes, de la viande, des plats préparés, de la quincaillerie et propose même aux enfants des attractions payantes.

Andrew Walker en fait pertinemment la remarque :

Rural households are increasingly multifunctional and multisited, combining an economically and spatially stretched portfolio of livelihood activities [op. cit. : 75].⁵

L'économie domestique est, en effet, devenue plus complexe que dans les années 1980, non seulement parce que les membres des maisonnées sont fréquemment engagés dans des activités lucratives distinctes, mais aussi parce qu'ils combinent dans leur grande majorité une occupation principale avec plusieurs activités secondaires choisies selon les opportunités.

Le développement des cultures commerciales et des activités non agricoles a entraîné une hausse significative du niveau de vie dans les deux villages. À Ban Amphawan le revenu annuel net moyen⁶ par habitant est ainsi passé de 12 360 bahts en 1985 à 87 079 bahts (2 123 €) en 2014, alors qu'à Ban Han il évoluait de 9 458 bahts à 79 787 bahts (1 946 €). Même en tenant compte de l'inflation annuelle cumulée qui a été de 98 % au cours de la période, on aboutit à une multiplication par 3,5 du pouvoir d'achat des ménages dans la localité proche de Khon Kaen et par 4,2 dans celle située plus en retrait. Le revenu annuel moyen des maisonnées qui était de 336 487 bahts à Ban

5. « Les maisonnées rurales sont de manière croissante multifonctionnelles et multi-situées, combinant un portefeuille économiquement et spatialement étendu d'activités de subsistance » [traduction de l'auteur].

6. Est considéré comme revenu net le revenu annuel brut auquel sont soustraits les coûts de production.

Amphawan et de 271 338 bahts à Ban Han en 2014 confirme cette croissance remarquable. Il est, en effet, nettement supérieur à celui de 179 880 bahts, établi deux ans plus tôt par le National Statistical Office pour l'ensemble du Nord-Est⁷. Ces chiffres, qui ne tiennent pas compte des montants à rembourser au titre de la dette, cachent toutefois des écarts de revenus très importants : les maisonnées les plus modestes disposant de moins de 15 000 bahts annuels par personne, là où les membres des plus riches jouissent de sommes plus de vingt fois supérieures. L'année de l'étude, 83 maisonnées de Ban Han (31 %) et huit de Ban Amphawan (4,3 %) vivaient en dessous du seuil de pauvreté établi à 30 864 bahts par personne et par an (752 €) par le National Statistical Office. Si le village proche de Khon Kaen comptait quatre fois moins de ménages très pauvres que la moyenne du Nord-Est établie pour 2013 à 17,9 % par le National Economic and Social Development Board⁸, Ban Han en avait pour sa part presque le double. En incluant les maisonnées dont le revenu net par tête n'excède pas un quart du seuil (soit 38 580 bahts), on aboutit pour le village éloigné de Khon Kaen à 40,3 % de foyers pauvres ou très pauvres (contre 11,4 % à Ban Amphawan).

Néanmoins, l'accroissement significatif des revenus d'une majorité de foyers et l'expérience de styles de vie cosmopolites chez les actifs salariés ont depuis le début des années 1990 ouvert les vannes de la consommation domestique en biens d'équipement, selon les modèles fournis par les classes moyennes urbaines. En l'espace de trente ans l'habitat des deux villages a ainsi été modifié en profondeur. Les maisons en bois sur pilotis qui étaient encore la norme architecturale en 1984, ont été massivement remplacées par des maisons en dur, le plus souvent de plain-pied, dont le manque d'aération est compensé par l'usage de climatiseurs (*voir photo*). Désormais toutes les maisonnées disposent d'au moins un cyclomoteur et la possession d'une voiture utilitaire (de type *pick-up*) ou de berline est devenue l'un des objectifs premiers de tous les foyers parvenant à dégager de l'épargne. En 2014, 45 % des maisonnées de Ban Amphawan et 31 % de Ban Han étaient propriétaires d'une voiture, généralement achetée à crédit (comme les cyclomoteurs), alors que très peu d'entre elles disposaient de cet équipement en 1985.

Structure du crédit et poids de la dette

En 1985 une minorité des foyers de Ban Amphawan et de Ban Han avaient recours au crédit institutionnel, les emprunts auprès de parents ou d'usuriers étant alors dominants, malgré les taux d'intérêt de 5 à 6 % par mois

7. Voir *Agricultural Census whole Kingdom...*

8. Voir *Poverty and Inequality in Thailand*, 2014, National Economic and Social Development Board (NESDB), Bangkok, p. 3.

qu'exigeaient les prêteurs sur gage [Sirisai 1997 : 86]. En 2014 le rapport entre crédit formel et informel s'est inversé. L'endettement auprès de particuliers est devenu résiduel tant les banques et les coopératives conduisent désormais une politique de prêt peu restrictive et des taux intérêts relativement faibles. À l'échelle de l'ensemble du Nord-Est, le recours à des prêteurs sur gage n'engageait plus que 5,8 % des ménages ruraux en 2015⁹. Au niveau local, onze maisonnées de Ban Han utilisaient encore en 2014 cette source de financement pour des prêts à court terme (soit 4,1 %) et une seulement à Ban Amphawan (0,5 %).

Les facilités de prêt accordées par les banques, coopératives et autres entreprises de crédit ont permis d'augmenter de manière très significative la proportion de maisonnées des deux villages ayant recours à l'emprunt formel. En 2014, 73 % des ménages de Ban Amphawan et 83 % de Ban Han étaient endettés auprès d'organismes financiers contre respectivement 38,7 % et 26,8 % en 1985. Par ces chiffres, les deux localités se situaient nettement au-dessus du taux de 64 % de foyers endettés établi par le National Statistical Office pour l'ensemble du Nord-Est. Plus remarquable encore, de nombreuses maisonnées cumulaient plusieurs crédits. À Ban Han, la proportion d'emprunteurs ayant simultanément deux ou trois prêts à honorer était de 61 %, alors qu'elle était presque deux fois moindre à Ban Amphawan (33 %). La différence entre les deux villages sur ce point s'explique principalement par des sources et des conditions de crédit contrastées.

Structures et conditions du crédit dans les deux villages

Dans le village le plus éloigné de Khon Kaen, le fonds communautaire de micro-crédit initié en 2001 par le gouvernement de Thaksin Shinawatra est non seulement opérationnel, mais sa dotation de départ d'un million de bahts s'est progressivement enrichie de subventions allouées par le gouvernement de Yingluck Shinawatra, la sœur de Thaksin, au pouvoir de 2011 à 2014, et par la *thanakhan* 'Ômsin, la caisse d'épargne d'État. En 2014, ce *kông thun mu ban* (« fonds d'argent du village ») disposait d'un capital de 2,6 millions de bahts dont 450 000 apportés par les maisonnées detentrices de parts. Comme la quasi-totalité des foyers sont sociétaires du fonds, ils jouissent en retour du droit d'emprunter des sommes allant de 5 000 à 50 000 bahts. Ils usent d'autant plus massivement de ce droit que les gestionnaires locaux du fonds n'exigent pas le remboursement à échéance du capital. Afin d'éviter les récriminations que pourrait entraîner chez les foyers les plus précaires une application intransigeante de la règle, ils se contentent de percevoir les intérêts générés par l'emprunt (6 % en 2014), tout en déduisant de la somme empruntée les bénéfices qui devraient revenir annuellement aux sociétaires débiteurs.

9. Voir *The 2015 household socio-economic survey, Northeastern region, 2015*, National Statistical Office, Bangkok.

Maison
de «l'époque nouvelle»
(samai mai) à Ban
Amphawan (2014).
Photo : B. Formoso.

En 2014, 144 maisonnées de Ban Han avaient un emprunt en cours auprès du *kông thun mu ban* et parmi elles 121 (84 %) bénéficiaient de ce système de remboursement à long terme opérant par soustraction. Quant aux 16 % restant, qui remboursaient à échéance, ils avaient pour caractéristique commune de n'être endettés qu'auprès du fonds villageois.

À Ban Han, le recours au crédit est aussi facilité par la Banque pour l'agriculture et les coopératives agricoles (Baca). Tous les agriculteurs du village détiennent un compte d'épargne dans cette banque publique par laquelle transitent l'ensemble des aides gouvernementales dont ils peuvent bénéficier. C'est aussi à cet organisme, érigé en coopérative d'achat, que la majorité des exploitants vendirent leur riz entre 2011 et 2013, lorsque le gouvernement de Yingluck Shinawatra mit en place un *rice pledging scheme* (programme de mise en gage du riz), par lequel l'État s'engageait à acheter leur production 50 % au-dessus du cours mondial. Conformément à cette politique étatique qui visait à enrayer le déclin de l'agriculture et à réduire les risques de faillite des foyers les plus pauvres, l'agence locale de la Baca a adopté envers ses épargnants-emprunteurs à revenus modestes la même attitude que le fonds de micro-crédit villageois. Elle ne perçoit chaque année que les intérêts du crédit (7 % par an au moment de l'étude) et soustrait des sommes que l'emprunteur doit rembourser les profits générés par son épargne, celle-ci et une hypothèque sur les biens fonciers servant de garantie. En 2014, cette formule avantageuse était appliquée à plus de la moitié (51,3 %) des 148 maisonnées du village ayant un emprunt en cours auprès de la Baca, les autres ménages remboursant progressivement le capital et les intérêts selon un échéancier qui allait de trois à quinze ans.

À Ban Amphawan, ces facilités d'accès au crédit pour les ménages à revenus modestes n'ont pas cours pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les

maisonnées vivant en dessous ou à proximité du seuil de pauvreté y ont un poids démographique moindre qu'à Ban Han. Ensuite, les agriculteurs du village proche de Khon Kaen sont très majoritairement adhérents de coopératives locales : la coopérative de Nong Wai – qui réunit l'ensemble des usagers du périmètre irrigué dont Amphawan fait partie – et celle du district de la ville de Khon Kaen (*Sahakon Muang Khon Kaen*). Seuls sept foyers détiennent un compte à la Baca. Or ces coopératives disposent d'une capitalisation bien moindre que cette banque et, soucieuses de maintenir l'équilibre de leurs comptes, elles exigent de leurs emprunteurs qu'ils respectent strictement l'échéancier de recouvrement stipulé dans leur contrat. Elles accordent des prêts pour des périodes de 5 à 30 ans, selon les montants empruntés (de 50 000 à 800 000 bahts), et pratiquent des taux d'intérêt alignés sur ceux de la Baca (7 % par an en 2014).

L'année de l'étude, 69 maisonnées (51 % des foyers endettés) avaient un emprunt en cours auprès de l'une de ces deux coopératives. Enfin, les habitants de Ban Amphawan ne peuvent prendre appui sur un *kông thun mu ban* pour diversifier leurs sources de financement. Comme dans l'ensemble des villages ruraux du royaume, une association communautaire de micro-crédit avait certes été instituée dans la localité en 2001. Cependant, son fonctionnement fut dès 2002 compromis par une inondation sans précédent du périmètre irrigué de Nong Wai qui empêcha toute production de riz dans le village cette année-là. La manière dont les habitants réagirent à la catastrophe éroda la solidarité communautaire et provoqua d'importants conflits. Sous l'effet des luttes intestines, la banque communautaire du riz (*thanakhan kaw*), instaurée en 1983, cessa toute activité. Quant aux villageois qui avaient acheté des parts du fonds Thaksin et avaient emprunté dans la foulée, ils refusèrent de rembourser les sommes perçues, arguant du fait qu'ils n'avaient reçu aucun soutien financier des pouvoirs publics dans ce contexte de catastrophe naturelle et que la non-restitution des emprunts représentait une maigre compensation pour les dommages subis.

Compte tenu des développements précédents, Ban Amphawan pourrait paraître désavantagé par rapport à Ban Han en matière d'accès au crédit. Cependant ce constat doit être nuancé à l'aune du nombre d'employés du secteur public habitant les deux villages. La localité proche de Khon Kaen compte en effet trois fois plus de fonctionnaires que l'autre. Or ceux-ci jouissent de conditions d'accès au crédit particulièrement avantageuses par le biais de coopératives qui leur sont spécifiques. Qu'ils soient instituteurs, cheminots, postiers, policiers ou militaires, ils peuvent emprunter des sommes dépassant fréquemment le million de bahts, à des taux d'intérêt très faibles (1,5 à 2 % par an) et selon un échelonnement du recouvrement de la dette très long (30 ans en moyenne), les montants à rembourser étant directement prélevés sur leur salaire ou leur pension de retraite. Ces emprunts servent généralement à acquérir des terres, à construire une maison, à acheter une voiture et

même, dans certains cas, à pratiquer l'usure, en prêtant une part de cet argent à d'autres sur la base de taux d'intérêt prohibitifs (2-3 % par mois). En 2014, dix-sept maisonnées de Ban Amphawan et neuf de l'autre village ont bénéficié de ces conditions de crédit privilégiées.

Pour clore ce panorama des sources de crédit accessibles aux habitants des deux villages, il convient d'en mentionner deux supplémentaires qui les placent dans des conditions d'emprunt comparables. Ce sont d'abord les prêts que la banque d'épargne 'Ômsin accorde à ses clients. Les taux d'intérêt que pratique cet organisme étatique varient significativement selon le motif de l'emprunt : de 4 % par an pour l'achat d'une parcelle de terre ou la construction d'une maison à 24 % par an pour le financement des frais occasionnés par un contrat de travail à l'étranger. La durée des prêts est également variable : de 3 à 10 ans. Lors de l'année d'étude, dix maisonnées de Ban Han et six de Ban Amphawan avaient un emprunt en cours auprès de cette banque. Enfin, les villageois qui acquièrent un véhicule automobile ou un cyclomoteur neuf doivent, dans la plupart des cas, contracter un crédit auprès d'un organisme financier associé au concessionnaire. D'une entreprise à l'autre les taux d'intérêt pratiqués vont de 8 à 12 % par an, pour des durées d'emprunt de 2 à 7 ans.

Les motifs d'emprunt

Pour le chercheur, dégager l'ensemble des facteurs justifiant le recours au crédit est parfois difficile, soit parce que certains motifs sont inavouables (cas des personnes cherchant par l'emprunt à compenser ou nourrir leur passion pour les jeux de hasard), soit parce que la concomitance de plusieurs objectifs d'inégale importance conduit l'enquêté à privilégier dans l'énoncé ceux qu'il juge premiers et à taire ceux qui lui paraissent mineurs (comme lorsque l'emprunt est essentiellement motivé par la construction d'une maison, mais qu'une partie de son montant sert à l'achat de biens d'équipement ou à l'éducation des enfants). En matière de classification des motifs une autre difficulté découle du fait que certains emprunts servent des investissements à la fois productifs et non productifs. L'achat à crédit d'un *pick-up* est l'exemple typique concernant notre terrain d'enquête. En effet, ce véhicule polyvalent sert selon les contextes à l'activité agricole ou marchande et aux déplacements familiaux ou récréatifs. Tenant compte de ce dernier problème, je propose ici de répartir les motifs d'emprunts entre : les investissements non directement productifs (construction d'une maison, paiement des études des enfants par exemple) ; les investissements mixtes (cas du *pick-up*) et les investissements productifs, ces derniers se décomposant en investissements agricoles et non agricoles. Il va de soi que cette typologie ne permet pas de résoudre la difficulté des motifs d'emprunt non énoncés, car jugés subalternes ou inavouables, ceux-ci restant le point aveugle de ce genre d'enquête.

Les informations traitées selon cette grille d'analyse révèlent une distribution très contrastée des motifs d'emprunt d'un village à l'autre. Certes dans

les deux localités l'agriculture reste la première cause d'endettement des maisonnées, que ce soit pour acheter du matériel, des terres, des semences ou des engrais. Cependant à Ban Amphawan ce poste ne représente que 38 % des emprunts, contre 69,3 % à Ban Han (*tableau 1*). La différence s'explique bien sûr par une proportion d'actifs et de maisonnées à revenus principalement agricole plus élevée dans la localité éloignée de Khon Kaen. Elle trouve aussi une explication plus spécifique dans les importants coûts de production qu'implique la culture de la canne à sucre. Celle-ci est non seulement très consommatrice d'engrais, mais elle exige le forage de puits artésiens, l'achat de motopompes, ainsi que l'acquisition ou la location de tracteurs à quatre roues, auxquels s'ajoute pour les intermédiaires locaux l'achat de camions. Bien que l'emprunt motivé par l'acquisition d'un *pick-up* réduise l'écart entre les deux villages, puisque 42 maisonnées de Ban Amphawan avaient contracté un crédit au moment de l'étude pour cet équipement, contre 30 à Ban Han, la différence entre les deux localités en matière d'investissement agricole est nette. Si l'on se reporte aux statistiques établies en 2015 par le NSO¹⁰, le taux d'emprunt lié à l'activité agricole est néanmoins supérieur dans les deux villages à ce qu'il est pour l'ensemble des ménages ruraux du Nord-Est, à savoir 31 %.

Compte tenu du niveau de revenu moyen nettement supérieur à Ban Amphawan par rapport à l'autre village, il est logique que les emprunts consacrés à des investissements non directement productifs y soient plus nombreux. L'année de l'étude, 57 ménages (35,4 %) de la localité proche de Khon Kaen étaient endettés pour la construction d'une maison, l'achat d'une berline, l'éducation des enfants ou l'organisation d'une fête, contre 37 (14,9 %) dans l'autre localité. À Ban Amphawan, 51 maisonnées avaient un crédit en cours pour l'achat d'une voiture (berline ou *pick-up*) contre 37 dans la localité éloignée de Khon Kaen, qui pourtant comptait presque cent maisonnées de plus. Notons, enfin, que les emprunts directement motivés par le financement des études des enfants (dans l'enseignement supérieur) représentaient une faible part du crédit dans les deux villages (de 1,6 à 1,2 %), même si l'on peut supposer qu'une part d'autres emprunts lui était dédiée.

Le poids de la dette sur les revenus des ménages

Le poids de la dette sur l'économie domestique peut d'abord s'apprécier par la proportion du revenu annuel net qu'elle représente. À Ban Amphawan, 40,1 % des foyers ayant des emprunts en cours sont endettés à plus de 100 % de leurs revenus, contre un tiers (33 %) à Ban Han. Dans le village périurbain, 25,7 % des foyers ont contracté des emprunts qui représentent de 50 à 99 % de leurs ressources annuelles, contre 23,8 % dans l'autre localité. Si l'on additionne les deux pourcentages, on aboutit à plus de la moitié des souscripteurs d'emprunt

10. Voir *The 2015 household socio-economic survey, Northeastern region...*

Motifs de l'emprunt	Nombre de ménages endettés dans chaque village (et répartition en %)	
	Ban Amphawan	Ban Han
Investissements non directement productifs dont :	57 (35,4 %)	37 (14,9 %)
maison	19 (12 %)	19 (7,7 %)
berline	9 (5,6 %)	7 (2,8 %)
études	2 (1,2 %)	4 (1,6 %)
fêtes	3 (1,9 %)	3 (1,2 %)
Investissements mixtes (pick-up)	42 (26 %)	30 (12 %)
Investissements productifs :	62 (38,6 %)	181 (73,1 %)
agriculture	61 (38 %)	172 (69,5 %)
hors agriculture	1 (0,6 %)	9 (3,7 %)
TOTAL	161 (100 %)	248 (100 %)

Tableau 1 : Répartition du crédit par motif dans le village de Ban Amphawan et dans celui de Ban Han (2014).

des deux villages qui sont endettés à plus de la moitié de leurs revenus nets annuels, la proportion étant même des deux tiers à Ban Amphawan.

De manière plus directe, le poids de la dette sur les ressources domestiques peut se mesurer par l'impact que son remboursement a sur le revenu par tête. Afin d'analyser cet impact, je découperai en trois tranches la situation des ménages à partir du seuil de pauvreté (fixé à 30 864 bahts pour l'année considérée) : les maisonnées ayant des revenus par tête en deçà (« très pauvres ») ; celles ayant des revenus par tête situés entre ce seuil et 1,25 fois sa valeur (38 580 bahts), considérées comme « pauvres », et enfin celles avec des revenus par tête situés entre 1,25 et 1,5 fois ce seuil (46 296 bahts), lesquelles ont, à mon sens, un statut économique précaire.

Les résultats de l'analyse conduite selon ces termes sont présentés de manière synoptique dans le tableau 2. À Ban Han le remboursement de la dette fait passer le pourcentage de maisonnées vivant en dessous du seuil de pauvreté de 31 à 35,6 %. Si l'on ajoute celles qui disposent de moins d'une fois et demie le revenu définissant le seuil, on aboutit à 53,6 % des maisonnées de cette localité qui peuvent être qualifiées de très pauvres, pauvres ou de statut

économique précaire. Si à Ban Amphawan le pourcentage de maisonnées entrant dans ces différentes catégories est plus faible (36,4 %), en revanche le surendettement fait basculer en dessous du seuil de pauvreté une proportion non négligeable de foyers, puisque l'on passe alors de 4,3 à 15,2 % de familles classées comme « très pauvres ». À la lumière de ces calculs, on comprend

Revenus par personne (après remboursement de la dette)	Répartition des ménages dans chaque village par revenus en nombre (et en %)	
	Ban Amphawan	Ban Han
Inférieurs au seuil de pauvreté (< à 30 864 bahts)	28 (15,2 %)	95 (35,6 %)
Compris entre le seuil de pauvreté et 1,25 fois sa valeur (de 30 864 bahts à 38 580 bahts)	19 (10,3 %)	28 (10,5 %)
Compris entre 1,25 et 1,5 fois le seuil de pauvreté (de 38 580 bahts à 46 296 bahts)	20 (10,9 %)	20 (7,5 %)
Total des ménages aux revenus inférieurs à 1,5 fois le seuil de pauvreté	67 (36,4 %)	143 (53,6 %)
Nombre de ménages par village	184 (100 %)	267 (100 %)

Tableau 2. Impact de la dette sur le revenu par personne des ménages à revenus modestes à Ban Amphawan et à Ban Han (en 2014).

mieux les dispositions particulières qu’ont adoptées la Baca et l’association communautaire de micro-crédit en faveur d’une majorité de ménages emprunteurs de Ban Han. Leur demander de rembourser en même temps le capital et les intérêts du crédit aurait sans doute eu pour conséquence d’augmenter significativement le nombre déjà élevé de maisonnées pauvres ou en situation de précarité.

Conclusion

Dans un ouvrage paru en 2012, le politiste australien Andrew Walker affirmait à partir de l’étude d’un village des environs de Chiang Mai que :

Improvements in the rural standard of living has raised most of them [les paysans] well above the water level of outright livelihood failure [2012: 8]¹¹.

Selon lui, la majorité des ruraux thaïlandais doivent désormais être tenus pour des *middle-income peasants*, car leur revenu par tête, tel qu'il ressort des statistiques nationales, est supérieur à une fois et demie le seuil de pauvreté. Certes, cette assertion peut rendre compte de l'évolution des villages qui, à l'instar de Ban Amphawan ou de celui étudié par A. Walker, jouissent des infrastructures hydrauliques d'un périmètre irrigué, sont proches d'importants centres urbains et donc bénéficient pleinement de l'économie de marché. Elle paraît, en revanche, bien trop optimiste concernant la majorité de villages ruraux du royaume qui, à l'image de Ban Han, exploitent des terres peu fertiles, sont tributaires des pluies et se situent en retrait des pôles urbains et des grands axes de communication. Les résultats de notre étude suggèrent que plus de 50 % des foyers de ces localités sont toujours confrontés à la pauvreté ou à la précarité économique, si l'on tient compte de leur niveau d'endettement. Du fait d'une perte de rentabilité de l'agriculture, ces foyers vivent largement à crédit et s'ils « maintiennent la tête hors » de l'eau pour reprendre la formule employée par A. Walker c'est uniquement grâce à un double régime de perfusion : celui des parents partis travailler dans des zones de développement lointaines et qui compensent leur absence par l'envoi de subsides et celui des organismes de crédit publics, secondés éventuellement par les associations communautaires de micro-crédit, qui leur octroient des conditions très avantageuses pour leur éviter la banqueroute.

Les facilités de remboursement que la Banque de l'agriculture et des coopératives agricoles accorde aux foyers ruraux à revenus modestes sont à double tranchant. D'un côté, elles permettent à ces foyers de faire face aux coûts de production en augmentation constante, tout en facilitant leur acquisition de biens d'équipement (tracteurs, *pick-up*, nouvelles habitations, cyclomoteurs) auxquels ils n'auraient pas accès autrement. Mais d'un autre côté, elles encouragent le surendettement des maisonnées les plus fragiles, comme l'atteste le recours à de multiples sources de crédit de la part d'une majorité d'emprunteurs de Ban Han.

La Thaïlande fait partie de ces pays en voie de développement où l'accès au crédit en zone rurale est largement sous contrôle de l'État. Là encore, cette situation présente des avantages et des inconvénients. Sur la base des statistiques détaillées et régulières fournies par le NESDB et le NSO, les agences locales de la Baca ajustent leur politique de crédit à la réalité économique de la zone qu'elles couvrent. En retour, la domination du secteur public rend les

11. « L'élévation des standards de vie ruraux a placé la plupart d'entre eux [les paysans] au-dessus du seuil de banqueroute » [traduction de l'auteur].

paysans particulièrement tributaires de politiques de subventionnement opérant du haut vers le bas et donc de possibles erreurs stratégiques de la part de l'État. Le désastre financier que fut le *rice pledging scheme* du gouvernement de Yingluck Shinawatra eut ainsi d'importantes répercussions sur la condition économique de la petite paysannerie. Censé consolider le leadership de la Thaïlande sur le marché mondial du riz, ce programme coupa les riziculteurs locaux de la réalité du marché. Il les encouragea à investir dans un secteur qui perdit rapidement toute rentabilité. En effet, le *rice pledging scheme* commença en 2011, au moment où l'Inde relançait ses exportations de riz, avec pour effet une chute des cours mondiaux. Acheté aux producteurs 50 % au-dessus de sa valeur, le riz thaïlandais ne trouva plus preneur, sauf à l'écouler à perte. En l'espace de deux ans et demi l'opération coûta aux finances publiques 19 milliards de dollars US et précipita la chute du gouvernement de Yingluck en 2014. Cette année-là, les exploitants durent attendre des mois pour que l'État consente à leur payer le riz qu'ils avaient livré à la Bata. Enfin, les militaires qui avaient renversé le gouvernement de Yingluck cherchèrent à compenser les pertes de l'État en réduisant de manière drastique l'aide publique à l'agriculture.

Bernard Formoso

ethnologue, professeur, Université Paul-Valéry, Laboratoire d'études et de recherches en sociologie et en ethnologie de Montpellier (EA 4584), Montpellier

Bibliographie

FORMOSO, Bernard (dir.), 1997, *Ban Amphawan et Ban Han. Le devenir de deux villages rizicoles du Nord-Est thaïlandais*. Paris, CNRS Éditions/Éditions de recherches sur les civilisations.

HOFF, Karla et Joseph E. STYLITE, 1990, « Introduction: Imperfect Information and Rural Credit Markets—Puzzles and Policy Perspectives », *The World Bank Economic Review* 4 (3) : 235-250.

KEYES, Charles, 2014, *Finding their Voice. Northeastern Villagers and the Thai State*. Chiang Mai, Silkworm Books.

PODHISITA, Chai, 2017, « Household Dynamics, the Capitalist Economy, and Agricultural Change in Rural Thailand », *Southeast Asian Studies* 6 (2) : 247-273.

PONGSAPICH, Amara, 1976, *Village Khon Kaen. Social and Economic Conditions of a Rural Population in Northeastern Thailand*. Bangkok, Chulalongkorn University Social Research Institute.

RIGG, Jonathan, 2005, « Poverty and Livelihoods after Full-time Farming: A Southeast-East Asian view », *Asia Pacific Viewpoint* 46 (2) : 173-184.

SIRISAI, Solot, 1997, « La pénétration des logiques commerciales dans les deux villages », in B. Formoso (dir.), *Ban Amphawan et Ban Han. Le devenir de deux villages rizicoles du Nord-Est thaïlandais*. Paris, CNRS Éditions/ Éditions de Recherches sur les Civilisations : 63-88.

WALKER, Andrew, 2012, *Thailand's Political Peasants. Power in the Modern Rural Economy*. Madison, The University of Wisconsin Press.

YUKO, Chirai et Terry RAMBO, 2017, « Household Structure and Sources of Income in a Rice-Growing Village in Northeast Thailand », *Southeast Asian Studies* 6 (2) : 275-292.

Résumé

*La dette des agriculteurs passée au crible.
Le cas de deux villages du nord-est de la Thaïlande*

La dette qui pèse sur les ménages est difficile à évaluer à sa juste mesure dans l'étude des économies rurales. À partir de l'enquête socio-économique de deux villages représentatifs des principaux agrosystèmes du pays, l'article propose de combler ce déficit de connaissances dans le cas de la Thaïlande. Il examine dans le détail les sommes empruntées, les sources de prêt, les taux d'intérêt pratiqués, les modalités de remboursement, l'affectation des crédits souscrits et l'impact de la dette sur le revenu par tête des ménages. Dans ses conclusions, l'étude remet en cause la thèse selon laquelle les agriculteurs thaïlandais seraient dans leur majorité devenus des paysans à revenu moyen.

Mots clés : Thaïlande, agriculture, crédit, endettement, paysans, révolution verte, seuil de pauvreté.

Abstract

Farmers' debt under scrutiny: The case of two villages in northeast Thailand

The full extent of the debt burden on households is difficult to assess in the study of rural economies. Through a socioeconomic survey of two villages that are representative of the main agrosystems in the country, this article sets out to fill this knowledge gap in the case of Thailand. In great detail, it examines the amounts borrowed, the sources of loans, the interest rates charged, the repayment terms, the uses of the received loans and the impact of debt on per capita household income. In its conclusions, the study calls into question the thesis that most Thai farmers have become middle-income peasants.

Keywords : Thailand, agriculture, loan, debt, peasants, green revolution, poverty line.